



Le rapprochement entre Taiwan et les pays d'Europe centrale et orientale

Concilier effet de bascule
et logique de puissance

Laurent Amelot

Note 59
Février 2023





L'Institut Thomas More est un think tank libéral-conservateur et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte: la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

**Le rapprochement entre
Taiïwan et les pays d'Europe
centrale et orientale**
Concilier effet de bascule
et logique de puissance

Laurent Amelot

Note 59 Février 2023

Laurent Amelot est directeur de recherche et directeur du Programme Indo-Pacifique de l'Institut Thomas More. Diplômé de l'Institut d'Etude des Relations internationales (ILERI) et titulaire d'un Master 2 en sécurité internationale et défense de l'Université Lyon 3 (CLESID) et en géographie-aménagement du territoire de l'Université Paris 4 Sorbonne, il a été rédacteur en chef de la revue *Outre-Terre* et, en 1997, lauréat du prix Amiral Daveluy. Il est aujourd'hui chargé d'enseignement à l'ILERI et membre du groupe de réflexion Asie21. Après avoir longtemps consacré ses travaux à l'Asie du Sud-est et à l'Asie du Sud principalement, il s'est intéressé ces dernières années à la Chine, à sa politique étrangère et à ses stratégies d'influence •

Sommaire

Introduction	7
Vivre à l'ombre de voisins puissants et agressifs	9
Faire face aux velléités hégémoniques du couple russo-chinois	9
Subir une révision des règles du jeu international ?	9
Se rapprocher pour sortir du joug russo-chinois	10
Construire un rapprochement	10
Résoudre l'équation chinoise	11
Comprendre la dynamique en cours	11
Définir les enjeux	12
Organiser un partenariat stratégique à partir de valeurs communes partagées	13
Cartographier la géographie des influences	13
Décrypter la diplomatie des valeurs et ses déclinaisons	14
Explorer la crise lituanienne	15
Vider de sa substance le Forum 17+1 ?	15
Construire un partenaire économique autour de technologies innovantes	16
Transposer le modèle de développement économique taïwanais en Europe centrale et orientale	16
Favoriser les synergies pour faire de l'Europe centrale et orientale un pôle industriel tourné vers l'avenir	17
Faire de la Lituanie un pivot industriel du rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale	18
Résoudre l'énigme hongroise	19
Conclusion et propositions	20



Introduction

La bataille livrée par Pékin afin de refuser à Taïpei toute existence légale sur la scène internationale • La nature a horreur du vide. La république populaire de Chine et Taïwan l'ont bien compris. La bataille que Pékin livre à Taïpei afin de lui refuser toute existence légale sur la scène internationale participe de cette manœuvre construite autour d'un jeu à somme nulle ; le Parti-État chinois s'opposant par le truchement de sa politique de la Chine unique à la double reconnaissance diplomatique de la Chine communiste et de l'île nationaliste, ainsi qu'à l'admission de cette dernière au sein des organisations internationales.

Cette stratégie politique s'est notamment illustrée au cours de ces dernières années par l'établissement de liens officiels entre la Chine populaire et les îles Salomon et Kiribati (2019), d'une part, le Nicaragua (2021), d'autre part, ouvrant la voie à un basculement complet du côté de Pékin de deux des derniers pré-carrés diplomatiques de Taïwan. En rétrécissant à sa partie la plus congrue le périmètre des relations diplomatiques de Taïwan, le risque est grand, qu'à terme, cette dernière ne soit plus officiellement audible qu'au Vatican, lui-même sous la pression de la Chine communiste face à l'enjeu que représente le traitement institutionnel et religieux des Chrétiens sur son propre territoire (1).

Agilité, attraits et tendance positive de la stratégie de Taïwan • Toutefois, à l'échelle internationale, le poids d'un État se mesure-t-il au nombre de ses représentations diplomatiques et à sa présence au sein des instances internationales ou à son influence et à sa capacité à valoriser son image par le biais d'actions concrètes pour le bien de la communauté internationale ? Si l'un n'est pas exclusif de l'autre, la réponse n'est pas définitive.

En effet, si le périmètre des relations diplomatiques de Taïwan ne cesse de se restreindre à l'échelle internationale, en Occident et plus particulièrement en Europe centrale et orientale (2), une tendance inverse s'observe, avec un soutien toujours plus visible du bénéfice de Taïpei, accompagné d'une méfiance qui se renforce à l'encontre de Pékin. Le comportement agressif de la Chine communiste, sous la bannière de la diplomatie des loups guerriers, les sanctions contre ceux qui n'adhèrent pas à son récit ou agissent à l'encontre de ses principes et le resserrement idéologique du Parti communiste chinois, sous la mandature de Xi Jinping, sur l'ensemble des questions de politique intérieure, économique, extérieure et de sécurité contrastent avec les gestes d'ouverture de Taïwan sur le monde et ses performances positives dans nombre de secteurs cruciaux pour l'économie internationale, adossés à un système démocratique jeune, qui ne cesse de se renforcer.

Le défi du développement de relations ambitieuses entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale • Cette inversion des logiques de séduction constitue un moteur incitatif pour le développement de relations solides entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale, qui partagent une expérience historique similaire et entrevoient les perspectives de partenariats économiques fructueux sur la base de valeurs communes partagées. Cependant, face aux désillusions croissantes des pays d'Europe centrale et orientale à l'égard de Pékin, Taïwan est-il capable de relever le défi d'un

(1) Emmanuel Dubois de Prisque, *La Chine et ses démons Aux sources du sino-totalitarisme*, Paris, Odile Jacob, 2022.

(2) Pour la facilité des propos, nous entendons par Europe centrale et orientale, les pays Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), les membres du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et tous les pays de l'ex-Yougoslavie et de l'Europe balkanique.



engagement constructif renforcé à long terme alors même que ses partenaires centre-européens restent indécis sur l'opportunité de remettre en question officiellement le dogme de la Chine unique que leur impose Pékin (1) ? A défaut d'une structuration claire des relations entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale, cette politique restera une épée de Damoclès au-dessus de la tête des dirigeants taiwanais face aux pressions de Pékin pour affaiblir la dynamique en cours de ses relations avec les pays d'Europe centrale et orientale.

(1) A titre d'exemples, la Slovaquie applique comme politique l'absence de contact officiel avec Taïwan, seuls les échanges commerciaux et les relations de nature privée sont autorisées. La Pologne considère que la Chine communiste est l'unique représentant de la Chine et adhère au principe et à la politique de la Chine unique.



Vivre à l'ombre de **voisins puissants et agressifs**

Les pays d'Europe centrale et orientale et Taïwan connaissent une trajectoire parallèle depuis la fin des années 1980, construite autour d'une démocratisation rapide associée à la promotion des libertés fondamentales, d'un positionnement clairement affiché dans le camp occidental et d'un cadre économique ouvert, offrant des perspectives de coopération multiples. Dans le même temps, ces acteurs vivent dans un environnement régional complexe où l'ombre de puissants voisins aux normes et aux valeurs éloignées et aux ambitions hostiles planent lourdement, où les garanties de sécurité accordées par leurs alliés occidentaux sont techniquement réelles, mais politiquement incertaines.

Faire face aux velléités hégémoniques du couple russo-chinois

En Europe, les ambitions néo-impériales de la Russie ne cessent de convaincre les pays d'Europe centrale et orientale, qui ont subi le joug soviétique pendant près d'un demi-siècle, que Moscou reste une menace majeure pour la stabilité de l'Europe, mais également pour leur sécurité.

En Asie, la politique offensive de la Chine communiste à l'encontre de Taïwan s'est singulièrement accélérée depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping à partir de 2012. La crise d'août 2022 l'illustre. Pékin ne cesse de rappeler qu'il est prêt à recourir à la force pour réaliser son « rêve » d'unification, même si ce n'est qu'en dernière instance. La loi « anti-sécession » de 2015 en fixe le cadre opérationnel et le troisième livre blanc sur Taïwan, publié en août 2022, réaffirme l'esprit général de cette ambition. Le renforcement significatif de ses capacités militaires et l'affirmation de sa posture stratégique à l'intérieur de la première chaîne d'îles démontrent sa conviction d'une inversion acquise du rapport de force dans le détroit de Formose en sa faveur, générant un sentiment d'insécurité accru à Taïwan et chez l'ensemble de ses voisins littoraux des mers de Chine.

Subir une révision des règles du jeu international ?

Un couple sino-russe se dessine dont les deux têtes partagent la même vision du monde, celle d'un ordre international régi par une logique de puissance dont il est impératif de détruire la structure existante, basée sur la domination unipolaire américaine, pour promouvoir un cadre multipolaire dont ils seraient les deux maîtres uniques. Cette ambition, associée à un objectif critique, la survie de leur régime respectif, les rapproche dans un partenariat toujours plus étroit où, se sentant isolés par les Occidentaux, mettre entre parenthèses leurs différends devient indispensable pour obtenir une révision des règles du jeu international.

Dès lors, en approuvant tacitement l'invasion russe de l'Ukraine du 24 février 2022, Pékin partage la propagande anti-occidentale de Moscou ; ce dernier validant parallèlement le récif national chinois sur Taïwan et au-delà. La Chine communiste et la Russie n'hésitent pas à recourir aux mêmes méthodes : menaces et sanctions à l'encontre d'États plus faibles pour influencer leur comportement dès lors qu'il ne s'accorde pas avec leur narratif ou leurs intérêts. Il en est ainsi de la Russie à l'égard des pays d'Europe centrale et orientale, de la Chine populaire vis-à-vis de Taïwan, mais aussi des pays d'Europe centrale et orientale ; la guerre en Géorgie (2008) et la prise de vive force de la Crimée (2014), d'une part, les crises lituanienne (2020-2021) et slovène (2021-2022), d'autre part, s'inscrivent dans cette logique. Ces



manœuvres stratégiques et diplomatiques visent à mettre en évidence la faiblesse du cadre de la dissuasion américaine vis-à-vis de ses alliés et les rhétoriques induites à affaiblir l'unité de l'Union européenne et ses solidarités internes, à remettre en question les modèles sociaux occidentaux et, à l'échelle de Taïwan, à nier son identité et son existence même, tout en marginalisant sa place sur la scène internationale, et à assimiler le principe de la Chine unique à la politique de la Chine unique. Or, si le principe implique une approbation explicite des revendications de Pékin sur Taïwan, la politique renvoie aux représentations de la Chine populaire sans nécessairement en accepter la prétendue universalité (1). Conséquence, la mémoire historique éclaire la manière dont les pays d'Europe centrale et orientale et Taïwan se positionnent sur la scène internationale et accordent leurs points de vue.

Se rapprocher pour sortir du joug russo-chinois

Les relations entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale ne se développent véritablement qu'avec la fin de la guerre froide, dans le sillage de l'implosion du bloc soviétique : les pays d'Europe centrale et orientale jouissent d'une souveraineté pleine et entière retrouvée, les pays Baltes restaurent leur indépendance perdue et l'éclatement de l'ex-Yougoslavie remodèle la carte des Balkans où d'anciens États refont surface et de nouveaux apparaissent, cohabitant ensemble plus ou moins facilement. Ce bouleversement est majeur pour Taïwan dans la mesure où le Kuomintang (KMT), en s'installant sur l'île de Formose en 1949, érigea en dogme l'interdiction de toutes relations diplomatiques avec les pays du bloc soviétique (2). Les années charnières 1989-1991 sont donc critiques pour l'établissement d'un rapprochement.

Construire un rapprochement

En portant son regard vers l'ouest, au-delà de la masse eurasienne, Taïwan aspire à établir des liens avec les pays d'Europe centrale et orientale et à élargir le périmètre de ses relations diplomatiques à l'heure où la plupart des pays d'Europe centrale et orientale bascule dans le camp occidental, tandis que Moscou doit gérer le chaos de l'implosion russo-soviétique et Pékin les conséquences du massacre de la place Tiananmen.

Toutefois, le cadre d'action de Taïwan est contraint par son statut international. La résolution 2578 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en transférant le siège de membre permanent du Conseil de sécurité (CdS) à la Chine communiste en novembre 1971, expulse *de facto* la Chine nationaliste de l'ONU et, plus globalement, du système international ; les États se soumettant les uns après les autres au dogme de la politique de la Chine unique que leur impose Pékin. Dès lors, au sortir de la guerre froide, Taipei opère une manœuvre sur trois axes sur l'échiquier centre européen en mobilisant deux outils. Un rapprochement est effectué avec les anciens pays satellites de l'Union soviétique, devenus États du front,

(1) Aliga Bachulska, « Taïwan and Central and Eastern Europe are more than just pawns in bigger players' game », *Choice*, 6 septembre 2022, [disponible ici](#)

(2) Czesław Tubilewicz, *Taiwan and Post-Communist Europe. Shopping for Allies*, Londres, Routledge, 2007.

qui, rapidement organisés au sein du groupe de Visegrad (1), permet d'échanger des bureaux de représentation, de développer des liens économiques et d'obtenir un certain soutien en vue d'un retour de Taïwan au sein de différentes organisations du système onusien ; la Tchécoslovaquie du président Vaclav Havel joue un rôle moteur dans cette tentative. Parallèlement, une ouverture sur les pays baltes et sur ceux de l'ex-Yougoslavie laisse augurer la perspective d'établir des relations diplomatiques et de construire des partenariats économiques durables. Dans les Balkans, à l'exception de l'épisode macédonien, marqué par une reconnaissance réciproque entre 1999 et 2001, la politique de Taïwan n'obtiendra que pas des résultats mesurés. Avec les pays Baltes, il en sera de même (2). Le bilan des années 1990 jusqu'au milieu des années 2010 apparaît mitigé. Les pays d'Europe centrale et orientale semblent réceptifs aux approches taïwanaises mais leurs effets sur le plan bilatéral, comme dans les organisations internationales, sont limités.

Résoudre l'équation chinoise

La raison de ce semi-échec est en partie à rechercher dans la posture de Pékin. La Chine communiste conditionne l'admission des pays Baltes et de ceux de l'ex-Yougoslavie dans les institutions onusiennes et son approbation d'opérations de paix dans les Balkans, à leur adhésion à sa politique de la Chine unique (3), provoquant un basculement diplomatique complet de ces pays de son côté. A partir des années 2000, la progressive internationalisation des entreprises chinoises et les alléchantes perspectives de croissance économique suggérées par Pékin, à travers son projet d'Initiative ceinture et routes à partir des années 2010, finissent par convaincre l'ensemble des pays de l'ex-bloc soviétique que Pékin constitue une alternative crédible face à une Union européenne pointilleuse et affaiblie par la crise des dettes souveraines. Du côté de Taïwan, tous les efforts ne sont pas au rendez-vous. Les acteurs économiques ne tiennent pas toujours leurs promesses, autant pour des motifs d'opportunités commerciales que pour des raisons de distance culturelle. Néanmoins, si l'approche économique semble avoir été privilégiée, les jalons d'une présence politique dans cette région hautement stratégique entre l'Europe occidentale et la masse russe sont posés.

Comprendre la dynamique en cours

La seconde moitié des années 2010 dessine une nouvelle inflexion dans les relations entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale. Le changement d'attitude de Pékin sous l'influence de Xi Jinping, associé à la crise pandémique de la Covid-19, marquent un point de basculement dans les relations

(1) Fondé sur l'esprit des rois de Bohême, de Hongrie et de Pologne du XIV^{ème} siècle, le Triangle de Visegrad est créé le 15 février 1991 par la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Il deviendra le groupe de Visegrad ou V4, dans le prolongement de la scission de la Tchécoslovaquie en deux États, la République tchèque et la Slovaquie en 1993. Son ambition initiale est de faciliter l'intégration de ses membres dans le camp occidental par leur adhésion à l'Otan et à l'UE. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque intègrent l'Alliance en 1999, la Slovaquie les rejoignant en 2004, année de l'adhésion des V4 à l'UE en compagnie des pays Baltes, de la Slovénie, ainsi que de Malte et Chypre. Depuis, les membres du groupe de Visegrad promeuvent les quatre libertés de circulation dans l'Union européenne et une vision libérale du marché unique, dans le respect de la souveraineté des États membres, générant des tensions au sein de l'Union. Toutefois, les différences de statut dans l'Europe communautaire – la Slovaquie est le seul des V4 à faire partie de la zone euro – et les positions divergentes des V4 à propos de la Russie et de la Chine notamment rendent difficile l'adoption de positions communes au sein des instances européennes et sur la scène internationale ; la Hongrie, en particulier, adoptant une posture singulière.

(2) Czeslaw Tubilewicz, *op. cit.*

(3) *Ibid.*



triangulaires entre les capitales centre-européennes, Pékin et Taipei au bénéfice de cette dernière. L'évolution comportementale de la Chine populaire ne plaît guère aux pays d'Europe centrale et orientale. En réponse, ils adoptent une attitude critique à son égard, illustrée notamment par les positionnements tchèque (1) et lituanien. Deux tendances affectent singulièrement cette relation.

D'une part, un fossé normatif se creuse entre les pays d'Europe centrale et orientale et la Chine populaire ; les premiers s'interrogeant sur le sens et les perspectives à donner à leur partenariat avec Pékin. D'autre part, la diplomatie des dons donne une nouvelle inspiration aux relations entre les pays d'Europe centrale et orientale et Taïwan. Outre l'élan de solidarité réciproque à des phases critiques de la crise, le développement d'une coopération industrielle à partir de synergies technologiques, adossée à des valeurs communes réaffirmées, impulsent un nouveau souffle aux relations entre Taïwan et ses partenaires centre-européens. Si cet effet de bascule permet à Taïwan de tenter de combler le vide laissé par le désengagement des pays d'Europe centrale et orientale vis-à-vis de la Chine continentale, il offre surtout à Taipei la possibilité de redéfinir son influence dans la région à partir d'une approche plus pragmatique, construite sur des partenariats de moyen et long terme, dans une optique de bénéfices partagés (2).

Définir les enjeux

A l'heure où le système international hésite entre un ordre libéral contesté et une alternative bâtie sur les contours d'une structure multipolaire fondée sur des valeurs illibérales, le rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale demande à être favorisé. Ce rapprochement participe de la réduction de l'isolement diplomatique de Taipei. Il doit permettre de renforcer la visibilité et de valoriser l'image de Taïwan sur la scène internationale, tout en contrant les projections d'influence du Parti-État chinois au sein d'une Europe qui le qualifie depuis 2019 de « rival systémique ». En parallèle, le nivellement à un niveau technique de la coopération économique peut favoriser la création au cœur de l'Europe d'un pôle industriel puissant et porté vers l'avenir, capable de soutenir la croissance au sein d'une Union européenne (UE) dont l'une des priorités devrait être de retrouver une place crédible dans le camp occidental à côté des États-Unis et des pays de l'Indopacifique, dont le Japon, la Corée du Sud, l'Australie ou l'Inde. Dès lors, ce rapprochement impose une convergence de vues entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale afin que ces derniers portent la voix de Taïwan au sein des instances européennes et internationales, fassent bouger les lignes dans ces organisations et favorisent la création de blocs de soutien en faveur de leur partenaire asiatique.

Ce rapprochement est essentiel pour le camp occidental et sa restructuration. Son avenir se joue pour partie autour de ces deux pivots situés sur la ligne de front face au couple sino-russe, maîtres de la masse continentale euroasiatique et de sa périphérie maritime orientale (3).

(1) Huyn Tam Song, « Czech Republic and Taïwan bolster ties amid authoritarian coercion », Choice, 22 août 2022, [disponible ici](#)

(2) Marcin Jerzewski, « Taiwan's outreach to CEE and search for something sustainable », Choice, 16 novembre 2021, [disponible ici](#)

(3) Sur la dimension maritime, voir Hugues Eudeline, « Taïwan-Ukraine : quel parallèle entre les stratégies maritimes de la Chine et de la Russie ? », FigaroVox, 5 août 2022, [disponible ici](#)

Organiser un partenariat stratégique à partir de valeurs communes partagées

Les relations entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale s'inscrivent donc dans un cadre pragmatique. Aucune des capitales de part et d'autre n'a publié de document stratégique structurant leurs liens, même si la République tchèque, dans sa stratégie pour l'Indopacifique, publiée en octobre 2022, appelle à un engagement plus affirmé à l'égard de Taïwan, tout en rappelant que la Chine communiste est un « rival systémique » de l'Union européenne (1). Taïwan, de son côté, a parfaitement conscience que le bloc centre européen est hétérogène et que sa manœuvre géopolitique doit suivre les lignes de fracture au sein des différents sous-ensembles qui le compose, tout en prenant en considération le niveau de ses relations avec ses différents partenaires sur plusieurs échelles.

Cartographier la géographie des influences

Au centre, les pays-membres du groupe de Visegrad entretiennent des relations « historiques » avec Taïwan. Ils ont tous un bureau de représentation à Taipei et deux d'entre eux, la République tchèque et la Slovaquie, peuvent être considérés comme des pivots de la politique européenne taïwanaise. Au nord, la situation est sensiblement différente. Les pays Baltes ont construit de manière plus progressive leurs relations avec Taïwan ; la Lettonie faisant office de point de liaison avec Taïwan en accueillant un bureau de représentation commun aux trois États Baltes. Toutefois, la décision lituanienne, en 2021, d'autoriser Taipei à ouvrir un bureau de représentation de Taïwan sur son territoire a provoqué une grave crise avec Pékin. La résistance de Vilnius aux menaces, pressions et sanctions de Pékin, associée à l'élan de solidarité de ses deux voisins letton et estonien, place les pays Baltes à l'avant-garde du rapprochement avec Taïwan, devenant les moteurs de la coopération centre-européenne avec Taipei. Au sud, à l'inverse, les pays balkaniques, autour de la Grèce, de la Serbie et de ses satellites monténégrin et macédonien, associé à la Hongrie, semblent plus hermétique à l'influence de Taïwan. Ils constituent la colonne vertébrale d'une influence de la Chine populaire qui, à partir d'un axe centre-sud enveloppe l'Union européenne du Sud vers l'Ouest sur son flanc maritime ; la prise de participation par des opérateurs chinois, tels que *Cosco*, *China Communication Construction Company* ou *China Merchant Ports*, dans différents ports européens, dont Thessalonique et Le Pirée, Trieste et Gêne, Marseille, Valence, Le Havre, Anvers, Rotterdam ou Hambourg, participe de cette logique.

Aussi se dessine une géographie des influences entre Taïwan et l'État-Parti chinois au sein de l'UE et du Forum 17+1 (2) autour d'un axe Nord-Sud, où Taipei se déploie sur les parties centrale et septentrionale, au plus près de la Russie, dans des pays très proches des États-Unis et très impliqués dans l'Otan, et Pékin, sur les versants centre, méridional et occidental où l'influence russe reste prégnante. Dans cette

(1) Ministry of Foreign Affairs of the Czech Republic, *The Czech Republic's Strategy For Cooperation With The Indo-Pacific Closer Than We Think*, octobre 2022, [disponible ici](#)

(2) Initié à Varsovie en 2012 à l'occasion de la visite du premier ministre chinois Wen Jiabao pour le Forum des affaires entre la Chine et pays d'Europe centrale et orientale, le Forum 16+1 regroupe la république populaire de Chine et les quatre de Visegrad (V4), les trois pays Baltes, les pays issus de l'implosion de la Yougoslavie, sauf le Kosovo, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie. A l'occasion du sommet de Dubrovnik (2019), la Grèce le rejoint ; le Forum devient 17+1. Toutefois, en 2021 la Lituanie le quitte, suivie en août 2022 de l'Estonie et de la Lettonie. Le Forum ne compte désormais plus que quatorze membres européens, dont neuf membres de l'Union européenne. Ce Forum se réunit annuellement pour un sommet de Chef d'État et de gouvernement et périodiquement pour traiter de sujets plus techniques.



configuration, la Hongrie se situe à l'intersection de ces deux axes et constitue le point de jonction entre ces différentes dynamiques. En effet, proche politiquement et économiquement de Moscou et de Pékin, elle accueille la plus grande part des investissements taiwanais.

Décrypter la diplomatie des valeurs et ses déclinaisons

Le recalibrage doctrinal de la Commission européenne, qualifiant à partir de 2019 la Chine communiste de « partenaire, concurrent stratégique et rival systémique », sonne le glas de la lune de miel entre les capitales d'Europe centrale et orientale et Pékin, dont certaines fissures transparaisaient depuis quelque temps déjà. Si l'économie a longtemps été le moteur des relations avec la Chine populaire, la priorité est désormais accordée à la sécurité, dans une acceptation élargie. L'alignement sur les positions de Washington qui en découle, dans un contexte de rivalité américano-chinoise qui ne cesse de se durcir et dont la technologie est un des ressorts principaux, implique une réévaluation des relations avec Pékin et, par effet de ricochet, avec Taïwan. La diplomatie des valeurs devient la pierre angulaire de ce basculement des pays d'Europe centrale et orientale (1). Construite autour d'idéaux partagés – démocratie, droits de l'homme et libertés fondamentales, libéralisme et économie de marché –, cette diplomatie s'appuie sur un narratif offensif autour de la défense du modèle social occidental et de la lutte pour la démocratie et les libertés contre l'autoritarisme illibéral, ainsi que sur des mécanismes de coopération dont la crise de la Covid-19 va offrir un cadre opérationnel.

La crise pandémique de la Covid-19 offre un véritable élan à la diplomatie des valeurs. Alors que la Chine continentale s'enferme dans le déni, Taïwan fait montre de solidarité avec les pays d'Europe centrale et orientale en faisant don, en 2020, de masques et de blouses chirurgicales à la République tchèque, à la Slovaquie, à la Pologne ainsi qu'aux pays Baltes, notamment. En transférant en République tchèque des chaînes d'assemblages de masques, Taïwan ouvre la voie à des coopérations élargies. Varsovie inaugure sa première ligne aérienne directe avec Taipei et des accords de communications scientifiques sont conclus entre l'Académie polonaise des sciences et son homologue taiwanais, l'Academia sinica (2), tandis que Prague signe un accord-cadre avec Taipei en matière de coopération pour la prévention des pandémies (3). L'année suivante (2021), les rôles sont inversés. Ce sont la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et le pays Baltes, seuls ou via le Japon, qui font don de doses de vaccin à Taïwan.

Alors que les tensions dans le détroit de Formose s'intensifient, la diplomatie des dons se double d'une diplomatie parlementaire. Sous le feu des critiques de Pékin, président et membres des chambres haute et basse du parlement des pays d'Europe centrale et orientale se rendent à Taipei pour y exprimer leur soutien au peuple taiwanais et à la démocratie locale ; le président du Sénat tchèque, Milos Vystrcil, à l'occasion d'un discours de remerciement après avoir assisté à une session du Yuan législatif le 31 août 2020 se déclarera « Taiwanais », en référence au célèbre discours de Kennedy à Berlin, le 26 juin 1963. De son côté, Taipei envoie une large délégation de haut responsable en Tchéquie, en Slovaquie et en Lituanie en octobre 2021 afin de consolider les relations politiques bilatérales et d'établir les bases d'une coopération économique durable ; différents *Memorandum of Understanding* (MoU) sont signés à ces différentes occasions.

(1) Omar Rosya Joenoes, « Two birds, one stone: Taipei's way to supplant Beijing's failing diplomacy and bolster Taiwan's repute in Europe », CEIAS Insights, 2 novembre 2021, [disponible ici](#)

(2) Lukasz Kabierski, « Polish support to Taiwan », Warsaw Institute, 11 octobre 2021, [disponible ici](#)

(3) Huyn Tam Song, *op. cit.*

Explorer la crise lituanienne

Le véritable point de rupture se produit en 2021, lorsque la Lituanie décide d'accueillir un bureau de représentation de Taïwan, et non un bureau économique et culturel de Taipei. Une décision forte à laquelle aucun pays d'Europe centrale et orientale ne s'était risqué jusqu'alors. Si ce choix participe de la volonté de Vilnius d'élargir le spectre de ses relations économiques avec l'Asie de l'Est, il vise surtout à dégrader la place de la Chine dans la hiérarchie de ses partenariats. Cette dernière, au même titre que la Russie et le Belarus est désormais qualifiée de menace à la sécurité nationale. La Lituanie peut, par conséquent, exclure, en toute légitimité, les entreprises chinoises du projet d'expansion de son port de Klaipėda ou de son marché de la 5G, notamment.

Si les parlements de toute l'Europe centrale et orientale expriment leur soutien à Vilnius, celle-ci semble toutefois isolée officiellement. Les gouvernements d'Europe centrale et orientale ne prennent pas de mesures concrètes. Fidèle à leur politique de la Chine unique, aucun ne proposera à Taipei de modifier le nom de son bureau de représentation installé sur son territoire, susceptible de créer un effet de dominos en faveur de Taïwan. De son côté, Pékin rappelle son ambassadeur en Lituanie et expulse celui de Lituanie, bloque les importations de produits lituaniens ou transitant par la Lituanie et fait pression sur les groupes économiques européens et mondiaux ainsi que leurs partenaires étatiques européens, l'Allemagne en particulier, pour qu'ils cessent de commercer avec la Lituanie ou l'inciter à revoir sa décision, sans effet. La Commission européenne, de son côté, attendra janvier 2022 pour porter plainte contre la Chine communiste devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Face à cette situation, Taipei initie une réponse rapide. Les relations commerciales bilatérales sont renforcées, un fond doté de près de 180 millions d'euros est doté pour l'investissement dans les entreprises lituaniennes impliquées dans les secteurs des semi-conducteurs, des lasers et des satellites. En janvier 2022, un nouveau fond est annoncé. Évalué à près 900 millions d'euros, il est destiné à soutenir les projets communs entre les entreprises lituaniennes et taïwanaises.

Vider de sa substance le Forum 17+1 ?

Si les solidarités peuvent paraître fragiles à l'échelle bilatérale, elles s'expriment plus précisément au sein des instances régionales, sur les plans individuel et collectif. Le Forum 17+1, théâtre d'expression de la coopération économique entre la Chine populaire et les pays d'Europe centrale et orientale, devient véritablement, à partir de 2021, le cadre d'un affrontement politique. La partie centre-européenne y dénonce les promesses non tenues par Pékin et son instrumentalisation géopolitique et géoéconomique dans le seul but de promouvoir les intérêts de la Chine continentale **(1)**. En février 2021, les acteurs européens abaissent au rang de ministre le niveau de leur représentation à un sommet virtuel présidé par Xi Jinping et trois mois plus tard, Vilnius annonce sa décision de se retirer définitivement de ce Forum. Ses voisins, la Lettonie et l'Estonie, la suivront en août 2022 **(2)**.

L'avenir de ce Forum est alors posé. Alors que la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne ou la Roumanie multiplient les dénonciations contre les agissements chinois et excluent les entreprises chinoises de leurs marchés stratégiques, Pékin semble interrogatif sur la pertinence de provoquer une

(1) Ivana Karásková, « How China lost Central and Eastern Europe », Friedrich Naumann Foundation, 20 avril 2022, [disponible ici](#)

(2) Filip Jirous, « Time to leave China's '16+1' influence trap », Estonian Foreign Policy Institute Brief, août 2022, [disponible ici](#)



nouvelle crise au sein de ce Forum, pièce maîtresse de sa stratégie de pénétration des marchés européens, qu'il veut préserver. Ce dilemme, qui n'a pas empêché Pékin convaincre la Slovénie de renoncer à son projet de bureau de représentation de Taipei (1), ouvre cependant des perspectives aux pays d'Europe centrale et orientale, les autorisant à élargir leur marge de manœuvre dans ce Forum et à y contrer les manœuvres chinoises, à constituer, au sein de l'Union européenne, un bloc aux orientations convergentes entre les membres du groupe de Visegrad, hors Hongrie, et les pays Baltes, voire la Roumanie, afin de promouvoir une politique plus proactive à l'égard de Taiwan, centrée sur la coopération, en opposition à la stratégie chinoise de mise sous dépendance de l'économie européenne sous l'œil bienveillant de Berlin.

Construire un partenaire économique autour de technologies innovantes

Taiwan met l'accent sur les valeurs et les intérêts économiques partagés dans le développement de ses relations commerciales internationales. Cette approche est favorablement accueillie par les pays d'Europe centrale et orientale dans la mesure où ces derniers fondent leurs échanges internationaux sur les mêmes principes. Toutefois, si inclure les pays d'Europe centrale et orientale dans son modèle de coopération en matière de santé, centré sur le bien-être de la société, a été une réussite, Taiwan ne doit pas s'enfermer dans des actions politiques partielles. Il lui est nécessaire de réinventer ses rapports de coopération et de développement avec ses partenaires d'Europe centrale et orientale en transformant sa diplomatie des dons en une stratégie innovante fondée sur la stabilité et l'expertise partagée. Aussi, une compréhension fine de l'autre par chacun des acteurs impliqués est indispensable pour donner de la valeur et de la qualité aux échanges. Celle-ci s'inscrit dans une communication adaptée en vue de la promotion du modèle de développement à la taïwanaise.

Transposer le modèle de développement économique taïwanais en Europe centrale et orientale

Taiwan conçoit un modèle de développement basé sur la société et les valeurs, considérant le dialogue et le renforcement des compétences scientifiques et techniques comme les fondements d'une coopération économique saine et durable. Aussi, face aux promesses pas toujours tenues de ses entreprises au cours des années 1990-2000 et à la désillusion des pays d'Europe centrale et orientale face aux modes opératoires parfois proche de la prédation des entreprises chinoises, Taipei doit désormais relever le défi d'un discours adapté, construit autour de la portée et du calendrier de sa stratégie pour convaincre ses partenaires centre-européens de l'opportunité de s'aligner sur ses objectifs.

Dès lors, si les valeurs partagées sont cruciales pour la création de « chaînes d'approvisionnement démocratiques » afin de dynamiser l'économie des pays partenaires, Taiwan met l'accent sur l'aspect normatif dans les réussites technologiques de ses projets de coopération, là où les entreprises chinoises

(1) Laurent Amelot, « Après la Lituanie, la Slovénie ? », Lettre confidentielle Asie21, n° 158, février 2022.

agissent dans une sorte de zone grise qui, hier, suscitait la bienveillance, mais aujourd'hui des inquiétudes grandissantes. Les MoU signés à l'occasion de rencontres de haut niveau entre responsables taiwanais et centre européens démontrent l'importance du rôle de l'alignement normatif dans le renforcement des relations économiques. Pour Taipei, il s'agit d'une stratégie délibérée incluse dans sa politique étrangère pour élargir son espace de manœuvre, pour les capitales centre-européennes, cela garantit une protection juridique associée à la promotion de la propriété économique. Ces MoU, par ailleurs, traduisent une convergence de vue renforcée entre les parties.

Pour attirer les investissements taiwanais, les pays d'Europe centrale et orientale comptent sur la compétence de leurs diplômés, associés à des centres de recherche reconnus et des formations d'excellence spécialisées. L'adhésion des investisseurs taiwanais à ce discours conditionne le rôle futur des pays d'Europe centrale et orientale dans les chaînes d'approvisionnement et de production occidentales, dont les effets tangibles favoriseront les partenariats commerciaux et technologiques ; les coopérations universitaires renforçant la promotion des talents et les expertises en matière de recherche et développement (R&D). L'ouverture de centres universitaires bilatéraux et la création de programmes d'incubateurs de talents s'inscrivent dans cette logique. De même, la création de plateformes dédiées à la découverte, puis à la promotion, de produits de la vie quotidienne taiwanais dans les pays d'Europe centrale et orientale et réciproquement participe de l'ouverture culturelle indispensable à une bonne coopération.

Ainsi, le développement des partenariats avec les pays d'Europe centrale et orientale semble positif pour Taïwan, d'autant qu'ils constituent un levier dans les négociations en cours avec l'UE pour la conclusion d'un accord de libre-échange.

Favoriser les synergies pour faire de l'Europe centrale et orientale un pôle industriel tourné vers l'avenir

La part de Taïwan dans le stock des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays d'Europe centrale et orientale est faible. Il représente moins de 1%. Essentiellement concentrés sur la production ou l'assemblage de machines et d'équipement de transport, ces IDE sont motivés par un environnement des affaires favorable. Outre la stabilité institutionnelle, une main d'œuvre qualifiée et à bas coût ainsi que le statut de membre de l'UE de l'essentiel des pays d'Europe centrale et orientale offrent aux investisseurs taiwanais la perspective de fabriquer des produits de qualités à des prix compétitifs et d'un accès au marché européen et à d'autres plus difficiles à pénétrer, grâce aux multiples accords de libre-échange conclus par l'UE.

Toutefois, l'accélération du rapprochement entre Taipei et les capitales centre-européennes depuis la fin des années 2010 incitent la partie taiwanaise à renforcer ses positions dans la région en recherchant de nouvelles opportunités. Les MoU conclus participent de cette volonté de créer un environnement des affaires sain et fluidifié tout en identifiant les secteurs dans lesquels une synergie est envisageable. L'objectif est de densifier les investissements taiwanais et les échanges bilatéraux, tout en concurrençant les entreprises chinoises sur certains de leurs domaines d'expertise phares.

Ainsi, les secteurs à haute valeur ajoutée technologique et porteurs d'avenir sont privilégiés dans le cadre des investissements taiwanais et des mécanismes de coopération scientifique et industrielle : spatial, énergie renouvelable, cybersécurité, machines et villes intelligentes. Cependant un secteur spécifique est mis en avant, celui des semi-conducteurs et des puces. L'expertise taiwanaise en la matière est une source d'intérêt croissant chez les pays d'Europe centrale et orientale, malgré l'écart important en termes de R&D



entre les différentes parties, impliquant une réflexion précise sur les programmes de soutien au développement, sur les formations et sur les compétences et expertises requises. L'exportation du modèle de développement taïwanais dans les pays d'Europe centrale et orientale, adossé à la normalisation des procédures et des processus de production, s'inscrivent dans ce cadre et doivent permettre aux États centre-européens de devenir un pôle scientifique, technologique et industriel de portée mondiale au sein de l'Union européenne.

La diplomatie des semi-conducteurs constitue un point d'ancrage pour façonner une coopération économique solide entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale, mais également avec l'UE. Elle peut s'inscrire dans le cadre géo-technologique qu'envisage Bruxelles en adoptant son acte européen sur les puces en février 2022. Par ce biais, l'UE cherche à se positionner sur la chaîne de valeur mondiale des semi-conducteurs et à palier aux risques de pénurie observés pendant la crise pandémique de la Covid-19. Le développement de partenariats technologiques qui se dessine entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale peut, dans ce contexte, être bénéfique à l'ensemble de l'UE.

Le dossier lituanien peut lui aussi s'avérer révolutionnaire sur les plans économique et géopolitique dans la mesure où le rapprochement accéléré entre Taipei et Vilnius fait basculer l'épicentre du rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale du côté des pays Baltes au détriment de ceux du groupe de Visegrad ; les membres de ce dernier étant à l'origine de la plupart des initiatives de rapprochement avec Taipei. En effet, si la Hongrie est premier partenaire commercial de Taïwan, la Tchéquie aspire à être le point de liaison politique et économique privilégié avec Taïwan, alors que la Pologne multiplie les initiatives pour attirer les investisseurs taïwanais via le fonds dédié de l'Initiative des trois mers.

Aussi, face au risque de concurrence dans la quête d'attractivité économique et politique qui se dessine entre les pays d'Europe centrale et orientale, Taïwan et ses entreprises vont devoir faire montre de diplomatie pour préserver les équilibres et organiser astucieusement leur stratégie d'IDE en Europe centrale et orientale.

Faire de la Lituanie un pivot industriel du rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale

Dans le prolongement de la crise provoquée par l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan à Vilnius, Taipei a accordé une priorité à ses échanges avec la Lituanie. Sur le plan économique, au-delà des fonds dédiés déjà évoqués, une coopération s'organise autour de deux secteurs prioritaires – les semi-conducteurs, les lasers et la technologie satellitaire –, susceptibles d'avoir des retombées industrielles bénéfiques sur l'ensemble des pays Baltes et ceux du groupe de Visegrad, si les structures industrielles locales sont intelligemment organisées.

Taïwan envisage de faire de la Lituanie un leader européen des semi-conducteurs. Le projet de construction d'une usine de fabrication dédiée soutenu financièrement et technologiquement par Taipei s'inscrit dans ce cadre. Elle devrait être adossée à la consolidation des formations scientifiques et techniques et à des centres de R&D dédiés. La coopération programmée entre l'Institut de recherche en technologies industrielles de Taïwan avec le fabricant d'électronique lituanien *Teltonika Networks* destinée à renforcer les capacités techniques lituanienes dans le domaine des semi-conducteurs y participe. Un premier investissement en fonds propre estimé à dix millions d'euros doit être achevé début 2023 et un prêt de neuf millions d'euros a été débloqué en novembre 2022. L'accord d'investissement bilatéral conclu à l'été 2022 concrétise ce projet. Il devrait renforcer la collaboration existante et offrir des

retombées industrielles dans les domaines des véhicules électriques et des lasers, notamment. Cette perspective devrait favoriser les synergies avec les autres pays d'Europe centrale et orientale dans lesquels les opérateurs économiques taiwanais interviennent.

Par ailleurs, la Lituanie est un leader mondial dans le domaine des technologies laser. Cette expertise favorise la complémentarité industrielle lituano-taiwanaise, Taipei étant amené à organiser une chaîne d'approvisionnement liée aux technologies laser lituanienne pour satisfaire son industrie des semi-conducteurs.

Cette logique gagnant-gagnant favorise les effets synergiques et constitue un modèle potentiellement reproductible dans les deux autres pays Baltes, même si une division géographique et technologique du travail s'avère nécessaire pour éviter les phénomènes de concurrence aux effets politiques potentiellement dévastateurs entre les pays d'Europe centrale et orientale. Aussi, Taipei élabore des plans d'actions stratégiques pour la Lettonie et l'Estonie afin de valoriser leurs compétences et leurs expertises spécifiques.

Résoudre l'énigme hongroise

A l'inverse de leurs homologues chinoises, les entreprises taiwanaises, dans leur stratégie d'implantation à l'étranger, sont décorrélées du niveau de coopération politique de Taipei avec le pays d'accueil de leurs investissements. Ces firmes sont pragmatiques et donnent une priorité à leurs intérêts commerciaux sur toute autre considération, même politique. Parmi les pays d'Europe centrale et orientale, la Hongrie représente un cas d'école de ce mode opératoire. État le plus proche idéologiquement, politiquement et économiquement du couple russo-chinois, la Hongrie est pourtant la deuxième destination des IDE taiwanais en Europe derrière les Pays-Bas. Toutefois, cette perspective macro-économique demande à être affinée (1). Au sortir de la guerre froide, les petites et moyennes entreprises (PME) taiwanaises souhaitant s'ouvrir sur le monde ont beaucoup investi chez les quatre de Visegrad, accordant leur priorité à la Tchécoslovaquie, puis à la Tchéquie, ainsi qu'à la Pologne ; la Hongrie n'arrivant qu'en troisième position. Mais, dans le sillage des multinationales chinoises portées par la Go Out Policy, s'internationalisant véritablement à partir des années 2000 et accordant leur priorité à la Hongrie, les grands groupes taiwanais, liés commercialement aux entreprises chinoises depuis leur implantations en Chine continentale, vont suivre la même trajectoire géographique dans leurs IDE.

Ainsi, si les entreprises taiwanaises sont bien plus nombreuses en République tchèque et en Pologne qu'en Hongrie, le volume de leurs investissements chez cette dernière est bien plus conséquent que chez les premières, du fait de la taille des entreprises implantées et de la nature même des investissements. Dès lors, si la Hongrie est le premier récipiendaire des investissements taiwanais, la République tchèque et la Pologne étant les deux suivants au palmarès, en termes de nombre de sociétés, le classement est inversé ; la République tchèque est première, la Pologne deuxième et la Hongrie ferme le podium (2) ; Foxconn ayant de son côté choisit de s'implanter en Slovaquie (3), située au pied du podium en matière d'IDE.

(1) Agnes Szunamar, « For Taiwan, China-friendly Hungary remains a key EU investment destination », Choice, 22 avril 2022, [disponible ici](#)

(2) *Ibid.*

(3) Foxconn est également présente en Hongrie et en Tchéquie.



Néanmoins, à la différence des entreprises chinoises dont les IDE sont très liés à la politique de Pékin et à l'état des relations entre le Parti-État et le pays d'accueil, les sociétés taiwanaises, une fois implantées sur site, restent dès lors que les opportunités économiques sont réunies, participant à la poursuite du développement du pays récipiendaire.

Conclusion et propositions

Le rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale, initié au lendemain de la guerre froide, a connu un rebond à l'occasion de la crise pandémique de la Covid-19, confirmé par l'invasion russe de l'Ukraine à partir du 24 février 2022. Contraints par leur acceptation de la politique de la Chine unique, les pays d'Europe centrale et orientale ont, toutefois, pour près de la moitié d'entre eux basculé tant idéologiquement que politiquement et économiquement, en faveur de Taïwan, excédé par le comportement toujours plus agressif de Pékin. Ce basculement a offert à un espace de visibilité et de valorisation de son image pour Taïwan, qui a ainsi pu exprimer la puissance de son caractère démocratique et la pertinence de son modèle de développement, que soutiennent ses nouveaux partenaires centre-européens.

Si l'un des enjeux liés est la capacité des pays d'Europe centrale et orientale à faciliter la création d'un noyau dur favorable à Taïwan au sein de l'Union européenne afin de faciliter les négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange tout en modifiant l'équilibre des rapports de puissance au sein de l'Union en faveur de Taipei, l'île doit, elle aussi, mener une politique d'équilibre vis-vis de ses partenaires centre-européens afin de ménager leur susceptibilité, tout en poursuivant de sa politique de promotion des valeurs partagées et d'exportation de son modèle de développement économique. La réussite de cette manœuvre devrait faciliter la création d'un pôle industriel solide en Europe centrale et orientale, vecteur de puissance pour l'Europe et de consolidation du camp occidental autour de Taïwan. Aussi pour donner de la substance à ce partenariat, quelques pistes de réflexion méritent d'être explorées.

Identifier un cadre structurant pour un dialogue politique institutionnalisé • La politique taiwanaise des pays d'Europe centrale et orientale est empreinte d'une forte personnalisation, qui donne l'avantage d'affermir les liens entre les dirigeants. Toutefois, cette forme de politique est exclusive et donc fragile, car soumise aux aléas de soubresauts et de rapports d'influence pas nécessairement désirés. Aussi, disposer d'un cadre formalisé offrirait la possibilité de dialogues stables et organisés, hors contingences.

Créer un instrument de concertation pour piloter les grands axes de développement du partenariat économique • L'ambition commune de Taïwan et des pays d'Europe centrale et orientale est de créer un pôle industriel et de croissance à l'intersection des pays Baltes et de ceux du groupe de Visegrad. Toutefois, la coordination des stratégies d'investissement et de production est un impératif qui demande concertation et coordination dans une instance dédiée, dès lors que le développement se construit sur des valeurs d'humanité et de non-compétition entre les parties prenantes.




Reconfigurer le groupe de Visegrad en intégrant les pays Baltes pour porter la voie d'une politique taïwanaise au sein et au nom de l'Union européenne • La convergence des représentations politiques sur Taïwan chez le pays Baltes et ceux du groupe de Visegrad dessine les contours d'un bloc en devenir au sein de l'UE, dont les prises de position et les votes doivent être concertées et coordonnées. L'ambition est de faire évoluer les positions sur Taïwan et de susciter des débats sur la politique de la Chine unique et les stratégies pour la contourner.

Promouvoir les échanges entre institutions de sécurité nationale pour un partage d'expérience sur des dossiers de préoccupations communes • La sécurité est un angle mort du rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale. Si les différents partenaires se restructurent militairement afin de faire face à des voisins hostiles, la politique de la Chine unique les contraint dans leurs échanges, alors que partager leurs expériences apparaît indispensable. Aussi, recourir à un processus proche de celui utilisé par les Etats-Unis dans ses relations avec Taïwan est une piste à étudier.

Développer un outil de communication entre l'État et les entreprises taïwanaises pour une coordination plus aboutie des stratégies d'investissements dans les pays d'Europe centrale et orientale • L'indépendance dans la prise de décision des acteurs économiques privés est un marqueur du libéralisme, ce qui peut les conduire à agir à l'encontre des intérêts politiques de leur pays. Les entreprises taïwanaises s'inscrivent dans ce cadre. Toutefois les sociétés commerciales peuvent aussi être le bras armé de la politique d'État. Sans renier leur indépendance, les firmes taïwanaises mériteraient de prendre plus en considération les orientations politiques de leur gouvernement dès lors qu'elles leur ouvrent des perspectives prometteuses. L'ouverture de canaux de dialogue entre l'État taïwanais et ses entreprises méritent d'être explorée de façon plus précise afin de les insérer dynamiquement dans la stratégie économique nationale.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org



Défense, numérique, industrie - Poser des actes de souveraineté au service de la France

C. Dalmon, S. Lave et J.-S. Mongrenier


Note 30
Octobre 2022



Immigration - Propositions pour une politique intégrale

Jean-Thomas Lesueur

Rapport 22
Novembre 2022



Caucase du Sud - Les puissances occidentales doivent reprendre l'initiative

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 29
Novembre 2022



Quelle défense pour Taïwan ?

Réflexions au miroir de la guerre en Ukraine

Hugo Thierry

Note 32
Octobre 2022



Pouvoir d'achat et inflation : comment (vraiment) sortir de la crise ?

Sébastien Lave

Note d'analyse 30
Novembre 2022



L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline
Jui-Min Hung

Rapport 22
Juillet 2022



L'OTAN et les solidarités géopolitiques occidentales

Enjeux du sommet de Madrid

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 32
Juin 2022



Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?

Un recul de civilisation, une frogilisation de la vie en commun

Aymeric de Lamotte

Note d'analyse 31
Mai 2022




La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Situation, propagande et réalité

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 30
Mai 2022



Restaurer la valeur du mérite dans les politiques éducatives

Plaidoyer et recommandations

Lyvann Vaté

Note 30
Mai 2022



L'agression russe contre l'Ukraine et l'envergure européenne de la guerre

Situation militaire, stratégie et géopolitique

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 29
Mai 2022



Transmission des savoirs et culture partagée

Pour une refonte des programmes de l'école primaire

Marie Cognet

Rapport 30
Mai 2022



L'assimilation, une chance pour l'immigration en France

Le modèle éclairant de l'adoption

Christian Flavigny

Note 30
Mai 2022



Macron et l'Europe : volontarisme, disruption et impuissance

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 28
Mai 2022



L'Inde, l'Australie, l'Indonésie, Taïwan et les autres

L'Indopacifique à l'épreuve des « nouvelles routes maritimes de la soie pour le 21ème siècle »

Laurent Amielot

Note 30
Mai 2022



Un communautarisme qui ne dit pas son nom ?

Analyse et décryptage du recueil « Portraits de France »

Julien Volper

Note 31
Octobre 2021

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le **Programme Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, février 2023

